

Liberté et autorité

La Révolte

8 octobre 1887

Les préjugés que nous ont laissés tout un passé d'autoritarisme politique et d'exploitation économique sont tellement puissants encore, tellement profondément gravés dans nos cerveaux et ils y pèsent d'un tel poids, que beaucoup d'individus de bonne foi, des ouvriers même qui, souffrant le plus de l'état de choses actuel, n'ayant rien à perdre à son renversement, ne pouvant qu'y gagner au contraire, et qui devraient l'appeler de tous leurs vœux et y contribuer de toutes leurs forces, reculent effrayés quand on leur dit que les individus doivent être laissés libres de se conduire comme ils veulent ; qu'il ne doit pas y avoir de gouvernement pour les entraver.

Mais, si les individus sont laissés libres de faire ce qu'ils veulent, il ne peut y avoir de société possible. L'un voudra d'une manière, l'autre d'une autre ; on ne pourra s'entendre, ce sera le gâchis, le désordre, et l'autorité des plus forts rétablie à bref délai, disent-ils.

Seulement comme l'abus de l'autorité saute aux yeux, chacun cherche un système d'organisation qui arriverait à concilier ces deux choses incompatibles : l'autorité et la liberté.

Si nous voulions passer en revue tous les systèmes proposés, la gamme en est riche : depuis ceux qui veulent un pouvoir fort, une dictature de fer, jusqu'à ceux qui veulent un pouvoir anodin, armé seulement pour le bien, empêché de faire le mal ; autorité impalpable, mal définie, résidant dans la masse des individus et nulle part, entité qui échappe à toute analyse et s'évapore dès la discussion, mais qui, dans la pratique, ne pourrait que se résoudre en un pouvoir aussi despotique que les autres ; tous les caractères, tous les tons y sont représentés. Chacun s'est créé un système selon son tempérament, selon son caractère. Tous reconnaissent que la liberté complète de l'individu est le but du progrès du développement de l'humanité, seulement, pour eux, l'individu n'est pas encore assez parfait pour y arriver. Ce but est plus ou moins éloigné. Tous ne veulent qu'une période transitoire, mais si ces amateurs de l'autorité voulaient prendre la peine d'analyser le fond de leur pensée, ils seraient forcés de reconnaître que l'idéal du gouvernement qu'ils veulent, c'est un gouvernement qui les laissât libres eux-mêmes de faire ce qu'ils veulent. Ce n'est que contre leurs voisins qu'ils voudraient l'établir. Chacun se croit assez sage pour se passer d'entraves, mais croit que ses voisins ne sauraient s'en passer.

Oh ! que ce passé d'esclavage pèse lourdement sur nos cerveaux ! Ayant toujours été menés à coups d'étrivières, nous ne pouvons nous imaginer une société débarrassée de toute entrave. Même quand nous rêvons la liberté pour nous, nous voulons l'esclavage pour les autres. « Les individus sont trop mauvais pour savoir vivre entre eux sans autorité, nous dit-on, il faut d'abord leur apprendre à être libres et ensuite nous verrons ». Et pour leur faire faire cet apprentissage de la liberté, on veut qu'ils n'en usent que sur commande. On se moquerait de l'individu qui, pour apprendre à marcher à un enfant, commencerait par lui lier les jambes et les bras, on le traiterait de fou, et l'on n'aurait pas tort, et pour nous apprendre à être libres, on veut nous mettre cette camisole de force que l'on appelle l'autorité. Ô logique !

Il s'agirait une bonne fois pour toutes de ne pas se payer de mots et d'être logique. Ou bien on reconnaît que tous les individus ont la même origine, qu'ils sont de la même essence, tous sujets aux mêmes passions, aux mêmes défauts, aux mêmes qualités aussi, différemment développés chez les uns ou les autres, par le milieu, l'éducation, la construction physiologique de l'individu, mais ayant tous le même fond, par conséquent égaux, ayant droit à la même somme de liberté.

Ou bien si l'on croit que les individus ne sont pas assez intelligents pour savoir user de leur liberté, qu'il faut une autorité pour leur distribuer, à doses infinitésimales, cette liberté, on arrive à la conclusion qu'il existe une catégorie d'hommes supérieurs, exempts des défauts et des passions que l'on craint chez les individus pris en masse, et auxquels on remettrait le droit d'exercer cette autorité. Alors, il ne doit plus être question ni d'égalité,

ni de liberté, l'humanité se diviserait en deux classes : une qui serait faite pour commander à l'autre, et devant laquelle cette dernière n'aurait plus qu'à se plier.

C'est ici que les partisans de l'autorité arrivent et nous disent : « Mais pardon, il ne s'agit pas de reconnaître une classe dirigeante ; tous les citoyens pourraient être appelés à exercer cette autorité. La masse des citoyens choisirait parmi elle, ceux qu'elle reconnaîtrait les plus dignes, les plus capables. Quand ceux-ci ne feraient pas leur devoir, on les casserait, on en choisirait d'autres ; de cette façon, les individus seraient libres, puisque c'est eux-mêmes qui se gouverneraient par délégation — et on n'aurait pas à craindre l'arbitraire, puisqu'on pourrait casser ses délégués quand ils ne marcheraient pas droit. »

Tout cela ce sont des phrases et rien de plus, qui ne signifient rien dans la pratique. Le suffrage universel étant la loi de la majorité, il y a d'abord là un premier acte d'arbitraire, mais nous ne nous y arrêtons pas puisque nous avons l'intention de démontrer qu'un pouvoir, quelles que soient son essence, son origine, ne peut qu'être arbitraire et nuisible. Nous ne nous arrêtons pas non plus à ce faux raisonnement qui veut que les individus ne soient pas assez sages pour se conduire eux-mêmes, mais le seraient assez pour choisir ceux qui devront être leurs maîtres. Nous voudrions bien savoir par quel miracle celui qui ne serait pas assez intelligent pour se guider lui-même, le serait assez pour choisir entre tous les ambitieux qui, pour obtenir son suffrage, lui feraient un tas de promesses, plus mirifiques les unes que les autres ; mais passons. De deux choses l'une, ou bien un pouvoir est nécessaire, ou il ne l'est pas.

Si on reconnaît qu'un pouvoir est nécessaire, il faut qu'il ait en mains de quoi se faire obéir, sinon il devient un rouage inutile. Si les individus restaient libres d'envoyer promener leur gouvernement quand il les embêterait, il serait inutile qu'ils perdent leur temps à en nommer un. Ils auraient plus vite fait de faire leurs affaires eux-mêmes. Mais si on lui remet cette force entre les mains, il pourra s'en servir pour le mal comme pour le bien, et les défauts que l'on craint chez les individus libres deviendront bien plus dangereux puisqu'on aura donné à quelques-uns une force suffisante pour mâter le restant de la masse, et qu'il n'y a rien de tel que le pouvoir pour développer les défauts de l'individu.

Il n'y a pas de milieu : ou l'autorité avec toutes ses conséquences, ou la liberté complète de l'individu.

Quelles que soient les restrictions que l'on apporte à l'une ou à l'autre, quels que soient les obstacles que l'on accumule pour empêcher qu'elles deviennent abusives, ce sont deux forces antagoniques qui, si on les met en présence, lutteront jusqu'à destruction. Pour être libre, il n'y en a qu'une : c'est que rien ne vous entrave dans votre volonté. Or, pour arriver à ce que l'individu ne puisse abuser de sa liberté pour gêner ses voisins, il faut trouver un mode d'association où il n'y ait pas la volonté de les dominer. Comme le mobile des actions de l'individu — principalement de celles qui pourraient être nuisibles aux autres — est l'égoïsme, l'intérêt personnel, il s'agit de trouver un mode de groupement où l'intérêt particulier dérive de l'intérêt général. On enlèvera par là aux individus l'idée d'opprimer leurs semblables.

C'est à cet idéal de société que tend le communisme anarchiste.

Bibliothèque anarchiste

La Révolte
Liberté et autorité
8 octobre 1887

extrait le 22 août 2026 de *La Révolte* (n°4) du 8 octobre 1887

bibliotheque-anarchiste.com